

L'opposition lance un ultimatum à Joseph Kabila

RD CONGO A l'approche du rendez-vous présidentiel, l'UDPS exige l'ouverture sans tarder d'un « dialogue national »

A un an de l'élection présidentielle, prévue pour novembre 2016, le parti d'opposition UDPS - Union pour la démocratie et le progrès social -, se rendant compte que le sablier du temps se vide inexorablement, a adressé un ultimatum aux autorités de Kinshasa, exigeant, d'ici novembre prochain, l'ouverture d'un dialogue supervisé par un représentant des Nations unies.

Plusieurs des dirigeants du parti (Bruna Mavungu, secrétaire général, Bruno Tshibala, secrétaire général adjoint et porte-parole du parti, et Felix Tshisekedi, secrétaire national aux relations extérieures) se sont rendus à Bruxelles pour livrer une analyse alarmante de la situation en RDC : pour eux, le pays vit dans une psychose de fin de règne, qui explique les incertitudes et les attermoissements du régime.

Plus largement, depuis les élections contestées de 2011, qualifiées de « hold-up électoral », une crise de légitimité plombe l'atmosphère politique. Pour l'UDPS, « le président Kabila gou-

verne par défi et toutes les institutions de la République sont illégitimes ». Mais surtout, l'UDPS craint que, pour justifier le « glissement », c'est-à-dire un report des échéances électorales, le régime n'essaie d'engendrer un chaos organisé. Il souligne en particulier le fait que, des 250 millions de dollars prévus pour organiser les cycles électoraux, 17 % seulement aient été décaissés et il dénonce le démembrement précipité de neuf provinces pour arriver à un total de 26, dépourvues des moyens de fonctionner.

S'appuyant sur les résolutions des Nations unies, et sur l'accord-cadre d'Addis Abeba signé le 24 février 2013, l'UDPS souligne que « le dialogue politique représente la voie royale pour sortir de l'impasse actuelle » et le président du parti, Etienne Tshisekedi, s'est adressé au secrétaire général de l'ONU pour lui demander de nommer un facilitateur chargé de rapprocher les parties.

Commission électorale contestée

L'UDPS met fortement en cause la

neutralité de la commission électorale indépendante, malgré la nomination du successeur de l'abbé Malu Malu, M. Corneille Nangaa, un laïc protestant (qui est vivement contesté par la puissante Eglise catholique, même s'il a été l'adjoint de l'abbé Malu Malu) et souhaite que sa composition soit entièrement remaniée.

L'UDPS insiste aussi pour que le processus électoral se déroule dans le respect de la Constitution et dans les délais prévus. C'est en tenant compte de ce calendrier serré que le parti estime que le temps presse : si le dialogue demandé n'est pas entamé d'ici fin novembre, il deviendra sans objet...

Exprimée en termes policés par les dirigeants d'un parti qui demeure la principale force politique de l'opposition, la menace est sous-jacente : si la proposition de dialogue est repoussée, l'UDPS « s'en remettra au peuple congolais » et lancera des actions publiques. Des actions qui seront, non sans risque, un test de sa capacité de mobilisation... ■

COLETTE BRAECKMAN